



DECLARATION de l'Assemblée Générale du CSIR Pirémed

PORTBOU

Les syndicats réunis à Portbou le 8 juillet 2015 dans le cadre de l'assemblée générale du conseil syndical interrégional Pyrénées Méditerranée

Exposit

1. que les politiques d'austérité développées par l'Union Européenne sont le mauvais chemin pour sortir de la crise et accroissent les différences en Europe. La perte de cohésion sociale menace et affaiblit le projet européen.
2. que l'Etat de bien être, fondement du modèle social européen garant des droits fondamentaux des travailleurs et des citoyens européens, est aujourd'hui menacé par la réduction des budgets publics, par les processus de privatisation, ainsi que par la faiblesse du budget européen ;
3. que la remise en cause du dialogue social, la logique de la compétitivité à la baisse des salaires et la détérioration des conditions de travail dans l'Europe ont pour conséquence une pression insoutenable sur les travailleurs ainsi mis en concurrence.
4. que la culture du dialogue social, qui a enrichi historiquement la démocratie en Europe et a permis d'élargir et d'approfondir la cohésion et le progrès social est aujourd'hui affaibli par l'absence de reconnaissance du rôle à jouer par les partenaires sociaux
5. que ces éléments nourrissent la montée de l'intolérance et le recul de la solidarité, faisant apparaître des tendances xénophobes et même racistes qui nous rappellent de sombres moments de l'Histoire de l'Europe.

Déclarent

1. Que dans l'esprit de Walter Benjamin, mort à Portbou au début de la seconde guerre mondiale, l'état d'exception ne peut pas devenir la règle en Europe. Nous le constatons actuellement avec la précarité qui condamne le peuple grec.
2. Consultations populaires comme le référendum grec sont un des éléments de la démocratie et par conséquent, doivent être respectées.
3. La coordination des politiques économiques en Europe dans le cadre de l'union monétaire ne peut jamais aller contre les droits des citoyens au travail digne. Cette coordination doit assurer la continuité des politiques publiques et sociales pour l'accès aux services publics de qualité et le respect des droits fondamentaux.
4. L'Europe nécessite un plan d'investissement tel que proposé par la CES et une politique économique qui ne soit pas orientée que par la réduction de la dépense publique. Elle nécessite une harmonisation des politiques fiscales. En effet, la concurrence fiscale à la baisse et la tolérance à la fraude et l'évasion fiscale empêchent l'émergence d'un modèle social européen juste et fort.



5. La concurrence entre travailleurs se développe aussi dans le cadre de la libre circulation des personnes et des services. Il faut donc garantir au niveau européen le principe : « les mêmes conditions de travail pour le même travail dans un même lieu de travail » pour agir contre toute forme de discrimination au travail.
6. Les pouvoirs publics et les syndicats doivent se donner les moyens et les outils pour accompagner, voire surveiller et contrôler, la mobilité des travailleurs. Celle-ci peut être un moyen de renforcer la cohésion sociale en Europe s’il n’y a pas de pression sur les salaires et sur les conditions de travail.
7. Nous appelons de nos vœux une politique d’accueil partagée, traduction de nos valeurs de solidarité, pour permettre un accueil digne des populations migrantes qui arrivent à nos frontières et en finir avec le drame que vit plus particulièrement la méditerranée ces derniers temps.

Ces principes fondent l’engagement de toutes les organisations syndicales du CSIR. Le CSIR œuvrera à concrétiser ces principes dans l’Espace eurorégional constitué par L’Andorre, la Catalogne, Languedoc Roussillon et Midi Pyrénées en s’appuyant sur les dynamiques transfrontalières.

Nous nous inscrivons en cela dans les valeurs du mouvement syndical européen incarné par la Confédération Européenne des Syndicats.

Portbou, le 8 juillet 2015

Pour les CC.OO de Catalogne

UGT de Catalogne

USOC de Catalogne

CGT LR

CFDT LR

UNSA LR

CFTC LR

CGT MP

CFDT MP

UNSA MP

CFTC MP